



COMMUNIQUE DE PRESSE

POUR PUBLICATION IMMEDIATE

Un appel mondial à l'action pour les droits fonciers des femmes

L'événement tenu dans l'Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse réunit des dirigeants pour faire progresser les objectifs en matière d'égalité des genres et de restauration des terres.



New York, 17 juin 2023 : Des femmes leaders du monde entier ont été au centre de l'appel de l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur des droits fonciers des femmes lors d'un événement organisé à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et de la sécheresse.

Des intervenants de pays aussi divers que le Canada, le Tchad, l'Islande ou le Lesotho ont partagé leurs expériences et expliqué comment les sécheresses, la dégradation des terres et la désertification ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles de leurs communautés.

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, a déclaré : "Nous dépendons de la terre pour notre survie. Pourtant, nous la traitons comme de la boue. Il a décrié le fait que l'agriculture non durable érode les sols 100 fois plus vite que les processus naturels ne peuvent les restaurer et a déclaré que 40 % des terres sont aujourd'hui dégradées.

S'exprimant avec passion sur les générations d'agriculteurs de sa famille, **Csaba Kőrösi, président de la 77^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies**, a déclaré : "Les données ne pourraient être plus claires. Lorsque les agricultrices ont accès à leur propre terre, elles cultivent davantage et il en va de même pour leurs enfants et leurs nations. Ensemble, ces changements positifs dans l'autonomisation des femmes ont un effet d'entraînement sur les revenus et le bien-être des enfants".

La Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, a déclaré : "En cette journée de lutte contre la désertification et la sécheresse, notre message est simple : nous devons enfin reconnaître et valoriser les femmes en tant que propriétaires et gestionnaires de nos terres et de nos ressources, et nous devons investir dans la lutte contre le changement climatique. Les femmes représentent la majorité des agriculteurs ruraux, mais moins de 15 % des propriétaires de terres agricoles, et leur droit d'hériter de la propriété continue d'être refusé par des lois coutumières et traditionnelles dans plus de 100 pays".

L'ambassadrice de bonne volonté de la CNULCD, l'artiste et chanteuse malienne Inna Modja, a été rejointe sur scène par sa fille Valentina Conti, âgée de trois ans, pour lire un puissant appel à l'action, exhortant les dirigeants mondiaux à supprimer les obstacles juridiques qui empêchent les



femmes de posséder des terres et d'en hériter. En compagnie de ses collègues ambassadeurs de bonne volonté de la CNULCD, le musicien et chanteur sénégalais Baaba Maal et le producteur et chanteur indien Ricky Kej, Mme Modja a interprété une nouvelle chanson intitulée "Her Land" (Sa terre à elle).

Hindou Oumarou Ibrahim, une dirigeante autochtone du Tchad, a lancé un avertissement sévère : "Malgré nos innovations, malgré la détermination des femmes de ma communauté à préserver les écosystèmes pour bloquer le désert, malgré nos efforts collectifs pour économiser et partager l'eau, notre terre est en train de mourir". Elle a ajouté que les femmes appellent les PDG, les ministres, les présidents et les philanthropes à "cesser de faire des promesses et à commencer à mettre de l'argent sur la table pour nous aider à gagner la bataille la plus importante de notre vie".

Moins d'un tiers des États membres des Nations Unies ont déjà eu une femme chef d'État ou de gouvernement. Quelques-unes d'entre elles ont participé à l'événement en personne ou virtuellement.

Tarja Halonen, ancienne présidente de la Finlande et ambassadrice de la CNULCD, a déclaré : "La neutralité en matière de dégradation des terres requiert les efforts de tous. Les femmes et les jeunes filles représentent la moitié de la population mondiale. L'autonomisation des femmes et des filles est l'une des choses les plus efficaces que nous puissions faire pour assurer la durabilité de l'environnement et la santé de la terre".

La première femme **Premier ministre de Namibie, Saara Kuugongelwa-Amadhila**, a parlé de ce que son pays fait pour aller au-delà des droits fonciers des femmes. Des messages vidéo ont également été envoyés par la **Première ministre islandaise Katrín Jakobsdóttir** et la **Vice-présidente espagnole Teresa Ribera Rodríguez**.

Sonia Guajajara, première ministre brésilienne des peuples indigènes, a plaidé avec passion en faveur des femmes leaders indigènes de son pays. **Jennifer Littlejohn**, secrétaire adjointe par intérim du Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales, a représenté les États-Unis, soulignant l'engagement de son gouvernement en faveur de l'équité et de l'égalité entre les hommes et les femmes.

L'événement a été organisé conjointement par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), ONU-Femmes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les Nations Unies pour les droits de l'homme et le Programme des Nations Unies pour le développement afin de marquer la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse, qui a lieu le 17 juin.

Sima Sami Bahous, directrice exécutive de ONU-Femmes, a déclaré : "Pour de nombreuses personnes dans le monde, la terre représente le pouvoir et l'identité. Le contrôle des femmes sur la terre est donc fondamental pour la réalisation de l'égalité des genres et de l'indépendance économique des femmes... Nous devons éliminer les obstacles aux droits fonciers des femmes".

Le secrétaire exécutif de la CNULCD, Ibrahim Thiaw, a déclaré : "Investir dans l'égalité d'accès des femmes à la terre n'est pas seulement un acte de justice. C'est un investissement dans notre avenir, un engagement en faveur de la prospérité de notre planète. C'est la preuve que nous apprécions non seulement la terre sous nos pieds, mais aussi les mains qui la travaillent".

D'autres intervenants ont défendu les droits fonciers des femmes : **Alain-Richard Donwahi**, président de la 15e conférence des Parties de la CNULCD, Côte d'Ivoire, **Kehkashan Basu**, activiste climatique et championne onusienne des droits de l'homme, basée au Canada, **Rex Molapo**,



cofondatrice de Conservation Music Lesotho, et **Solange Bandiaky-Badji**, coordinatrice de l'initiative "Droits et ressources".

FIN

Notes aux rédacteurs

Pour les interviews ou renseignements des médias, veuillez envoyer un courriel à : unccd@portland-communications.com

Pour obtenir des photos haute résolution de l'événement, veuillez consulter : <https://drive.google.com/drive/folders/1KjnA5jC1apDJEldPWGuujPsAWnhLIno-?usp=sharing>

Pour visionner un enregistrement de l'événement, veuillez consulter : <https://media.un.org/en/asset/k1i/k1ix8i8j1z>

La note d'information "Femme. Sa terre. Ses droits" est disponible ici : <https://www.unccd.int/resources/brief/her-land-her-rights-advancing-gender-equality-restore-land-and-build-resilience>

L'appel à l'action "Her Land" est disponible ici : https://www.unccd.int/sites/default/files/inline-files/DDD_Her%20Land%20Call%20to%20Action.pdf

À propos de la CNULCD

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) est la vision et la voix mondiale pour la terre. Elle rassemble les gouvernements, les scientifiques, les décideurs, le secteur privé et les communautés autour d'une vision commune et d'une action mondiale visant à restaurer et à gérer les terres du monde pour la durabilité de l'humanité et de la planète. Bien plus qu'un traité international signé par 197 parties, la CNULCD est un engagement multilatéral visant à atténuer les effets actuels de la dégradation des terres et à promouvoir la gestion des terres de demain afin de fournir de la nourriture, de l'eau, un abri et des opportunités économiques à toutes les personnes de manière équitable et inclusive.